VOUS VOULEZ EN SAVOIR PLUS ! NOUS CONTACTER ?
OBTENIR NOTRE MANIFESTE OU VOUS AFFILIER ?

Notre site Internet : ***http://www.ifrance.com/rwf***
Notre adresse postale : RWF-RBF - BP 28 à 1050 Ixelles 1
Adresse courriel : ***rwf@ifrance.com*** – Téléphone : 0494/486 872

Nos responsables

Paul-Henry GENDEBIEN, Président du RWF-RBF. BP 28 à 1050 Ixelles 1 ◆ Vice-Présidents : Claude HENRARD B.P. 19 à 49I0 Theux ◆ Jeanine HOLSBECKS-DEMOULIN rue Courtenay 36 à 5000 Namur ◆ André LIBERT rue Hougaerde 24A à 6142 Leernes ◆ Marc PHILIPPE avenue Alphonse Thomas 23 à 4257 Corswarem ◆ Secrétaire général : Baudouin DUNESME, B.P. 28 à 1050 Ixelles 1 ◆ Secrétaire général adjoint Steve JACOB, B.P. 28 à 1050 Ixelles 1.
Publications : Joël GOFFIN, rue Bayard 14 à 1420 Braine-l'Alleud.

Dans les arrondissements

Tournai-Ath-Mouscron : Jean-Noël MARQUEBREUCQ, rue Asou 36 à 7500 Tournai
Mons : Henri SERVAIS, rue Saint Amand 14 à 7032 Spiennes
Soignies-La Louvière : Max HASSELIN, av. des Pâquerettes 9 à 7090 Braine-le-Comte
Charleroi : André LIBERT, rue Hougaerde 24A à 6142 Leernes
Thuin : Thierry DERBAUDRENGHIEN, rue de la Garenne 6 à 6536 Thuillies
Bruxelles : Marc WILMET avenue Huysmans 174/26 à 1050 Bruxelles
Brabant Wallon: François LEMAIRE, rue Champ Rodange 71 à 1410 Waterloo
Namur-Dinant : Jeanine HOLSBECKS-DEMOULIN, rue Courtenay 36 à 5000 Namur
Liège : Marc PHILIPPE, av. Alphonse Thomas 23 à 4257 Corswarem
Huy-Waremme : Marcel DEHALU, rue de la Pêcherie 6 à 4570 Marchin
Verviers : José CRUTZE, rue Marie-Louise 7 à 4910 Theux
Virton-Neufchâteau : Christine BERGMANN, rue du Pouru 19A à 6767 Dampicourt
Arlon-Bastogne-Marche : Erik BRIDE, rue François Boudart 1 à 6700 Arlon

Autres membres du bureau exécutif

Olivier DUBRAY, Jean-Paul CONRARDY, Etienne HUVELLE, Chantal ROMAIN, Guy PIERARD, Jean GRENIER.

Cooptés au comité directeur :

René SWENNEN, Jean-Pierre DERBAUDRENGHIEN, Guy PIERARD, Jacques LIENARD, Jean-Pierre LEVECQ.

Trait d'Union
Le bulletin des membres
et des militants du RWF-RBF

Belgique – België
P.P.
1420 Braine-l'Alleud
n°6/68910

RASSEMBLEMENT WALLONIE - FRANCE

Rassemblement Bruxelles-France

M. Philippe Lenaerts
48 avenue Jean Palfyn
1020 Bruxelles

- La République se mérite !
- Le rapport Nabholz
- Rassembler tous les Wallons
- A bon entendeur, salut !
- L'apprentissage de la langue maternelle
- Colloque en bord de Meuse
- A propos des Germanophones
- Un parti qui vit et qui travaille !

Trimestriel – Troisième année – n° 15 - Edition spéciale novembre 2002
Parution : mars - juin - septembre - décembre
Bureau de dépôt : Braine-l'Alleud
Editeur responsable :
Paul-Henry GENDEBIEN
BP 28 - 1050 Ixelles 1
http://www.ifrance.com/rwf
Courriel : rwf@ifrance.com

La République se mérite !

Editorial de Paul-Henry GENDEBIEN, Président du RWF-RBF.
(Cet article a paru sous forme de carte blanche dans *Le Soir* du 17 octobre 2002)

Electoralisme quotidien, propagande orchestrée, populisme ordinaire : tel est le misérable spectacle donné par un Gouvernement plus usé qu'il n'y paraît par les contradictions internes qui le minent. Nous voici submergés par une sorte de « Politicstar Academy ». Dans ce jeu de rôle affligeant, une seule obsession : la lutte pour le pouvoir. Ici, tout se calcule : ainsi du « mariage de raison » entre le PS et Ecolo, un arrangement purement tactique surtout destiné à masquer la forte envie socialiste de continuer la Sainte Alliance avec le MR néo-libéral. En feignant non sans habileté d'embrasser les Verts pour mieux les étouffer, M. Di Rupo se dispense à bon compte de tout aggiornamento idéologique et peut garder sans trop d'états d'âme le cap d'un social-libéralisme qui ratisse large.

Le « Front », un processus munichois

Quant à la stratégie visant à reconstruire un « Front des Francophones » pour résister à la Flandre, elle demeure parfaitement verbale et plutôt démagogique. Sur ce terrain, Ducarme excelle. Mais comment lui faire comprendre que ce « Front », annoncé à cor et à cri en 1999, n'a jamais fonctionné dans la réalité ? Lors des accords de la Saint-Polycarpe, il ne fut qu'une barricade en papier mâché enfoncée au premier coup de boutoir flamand, et M. Maingain se plia comme les autres. Tout récemment, l'inefficacité du « Front » se vérifia encore lors de l'adoption du rapport Nabholz par le Conseil de l'Europe. La Flandre montra les dents et Louis Michel battit en retraite. Le « Front » n'a été jusqu'à présent qu'un processus munichois de concessions défensives et de velléités naïves d'apaisement. Il n'a produit que des déconvenues dès lors qu'il se fonde, chez les Francophones, sur l'illusion d'une perpétuation du cadre belge. En fait, il leur a permis de céder ensemble (c'est moins gênant !), alors qu'autrefois ils ne cédaient qu'à tour de rôle ou séparément. Si la pacification tant vantée n'a pas eu lieu, c'est parce qu'elle présupposait un désir conjoint des deux partenaires. Or la Flandre, dont le nationalisme s'avance masqué, n'en a pas moins parié sur l'obsolescence fatale du régime. Un régime dont l'obstination qu'il met à nier la question nationale ne parvient plus à empêcher celle-ci d'être omniprésente, et de manière explosive.

Décidément, en nous repassant le plat mal réchauffé du « Front », MM. Di Rupo et Michel ne sont pas crédibles parce que leur stratégie de colmatage belgiciste n'est plus crédible.

La Wallonie n'est pas sauvée

M. Van Cauwenberghe l'est-il davantage ? En face du plan offensif de M. Dewael, le Gouvernement wallon n'a aucune réponse. Lors de la fête de Wallonie, il s'est contenté d'une propagande préélectorale prématurée et déplacée. « La Wallonie est sauvée », assurent ces Messieurs, sous prétexte que notre chômage se serait stabilisé. Ils oublient seulement de rappeler qu'il atteint toujours un taux près de deux fois et demi supérieur à celui de la Flandre. Pour l'instant il n'augmente plus, certes, et c'est un motif de (modeste) satisfaction. Mais fallait-il s'auto-congratuler bruyamment comme on le fit à Namur ? Il est clair que notre tissu industriel demeure fragile, très dépendant de la conjoncture, de décisions parfois prises au loin, des aides publiques. De très fortes inégalités sociales subsistent (Lasne n'est pas Colfontaine), et les écarts sous-régionaux ont tendance à s'aggraver, imposant l'image d'une Wallonie à deux vitesses avec des taches sombres telles que le Borinage, avec des taux de chômage supérieurs à 30% ! Pour ne rien arranger, beaucoup de communes sont en pré-faillite financière (pour diverses raisons telles que la réforme improvisée des polices, l'augmentation abusive des traitements des bourgmestres et échevins, la chute du cours des produits forestiers, etc.). Quant à nos infrastructures publiques, elles ne sont pas en bon état : nous accusons dix ans de retard pour l'entretien de notre réseau routier et autoroutier, l'un des plus médiocres en Europe occidentale; quinze ans de retard pour notre système d'épuration des eaux; vingt ans de retard pour le dragage de nos canaux et cours d'eau navigables. Faut-il souligner le sous-investissement constaté dans notre réseau ferroviaire ? Sait-on par exemple que le voyage en train de Charleroi à Bruxelles est plus lent aujourd'hui qu'en 1960 ?

Budgétairement à la corde, la Wallonie et Bruxelles, tout comme la Communauté française, ressemblent par trop à de petites « voïvodies » clientélistes. Elles appellent un grand vent d'air frais et de renouveau. Il faut refuser l'hypothèse du protectorat flamand et oser l'ambition, celle d'un projet de salut public. Poursuivant l'oeuvre du mouvement wallon, nous suggérons que la Wallonie et Bruxelles prennent définitivement en main

leur destin. L'option la plus raisonnable, celle de l'union avec la France, nous permettra demain de garantir notre avenir.

La République doit se mériter

Avec la France nous choisissons aussi, délibérément, une autre philosophie politique : la République, stade ultime de la démocratie. A nous d'abandonner sans vains regrets un régime belgo-flamand débilitant, mélange douteux d'oligarchie partisane et de monarchie décadente, un régime qui chloroforme parce qu'il se nourrit de l'abaissement programmé du sens critique des électeurs.

Le redressement économique wallon reste une nécessité prioritaire, mais il faut le doubler d'un changement politique radical. Wallons et Bruxellois, refusez d'être les clients du pouvoir, osez redevenir citoyens ! Car la République se mérite et se prépare d'abord dans les têtes. Redécouvrons en nous-mêmes le goût de la vraie promotion sociale et de la création artistique de haut niveau, l'audace de créer des petites et moyennes entreprises, l'envie de pratiquer le sport plutôt que de le contempler dans un fauteuil, l'indépendance d'esprit républicaine plutôt que le conformisme quotidien, le recours à la laïcité intégratrice plutôt qu'aux communautarismes culturels et religieux incontrôlables. Il s'agit de remettre en mouvement notre société menacée de surgélation d'une part, d'implosion dramatique d'autre part en raison des marginalisations croissantes.

Le RWF-RBF se bat pour la recomposition sociale, pour la reconstruction de la citoyenneté, pour le regain de l'esprit public. Ici et maintenant. En Wallonie et à Bruxelles, nos candidats en témoigneront dans toutes les circonscriptions à l 'occasion des prochaines élections.

Le RWF solidaire avec les journalistes. *Communiqué de presse du 20.10.2002.*

Le RWF (Rassemblement Wallonie-France) considère que le plan Magellan du nouvel Administrateur Général de la RTBF, M. Philippot, met en péril l'existence du service public. Le RWF dénonce en particulier les suppressions annoncées de Radiolène et de Liège Matin dont les activités sont indispensables à l'expression de la pluralité démocratique en Wallonie.

Le RWF estime, par ailleurs, que la RTBF et son personnel sont aujourd'hui les victimes d'une gestion qui a trop longtemps privilégié les intérêts partisans au détriment de l'intérêt général et des véritables missions de service public. Il engage le monde politique francophone à prendre ses responsabilités en recherchant une solution durable pour la RTBF par une association avec France-Télévision et Radio-France.

« ...Ce n'est pas à quelqu'un qui vient de Suisse de définir ce qu'est une minorité nationale en Belgique... »
Guy Verhofstadt, le 27 septembre 2002,
jour de la fête de la Communauté française.

Le rapport Nabholz : fausse victoire et vraie défaite pour les francophones.

Par François Lecoq.

Juin 2001 : les partis francophones de la majorité, avec la collaboration du PSC-CDH, donnaient de faux espoirs à la Périphérie bruxelloise et aux Fourons : le Gouvernement allait enfin signer la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la protection des minorités ! M. Maingain et Mme Milquet croyaient ainsi toucher les deniers de la capitulation, à savoir le prix de leurs votes en faveur des accords de la Saint-Polycarpe. Mais la manoeuvre avait été orchestrée trop grossièrement. On apprit bientôt que la signature donnée par L. Michel était assortie de réserves qui privaient la Convention de tout effet réel dans l'ordre juridique belge : pas question de modifier les lois linguistiques. On « oubliait » aussi d'annoncer clairement à l 'opinion publique que la signature d'un Traité ou d'une Convention ne signifie pas encore sa ratification, laquelle présuppose l'assentiment des assemblées parlementaires et, dans le cas présent, de chacun des sept Parlements, en ce compris le Parlement flamand

A vrai dire, jamais M. Verhofstadt ne s'était engagé à aller plus loin que la simple signature. Ainsi, une confusion délibérée masquait une tromperie tout aussi délibérée.

Un marché de dupes

Une fois encore, la gesticulation francophone faisait long feu. Le marché de dupes se reproduisait dans toute sa désastreuse splendeur. Pas mécontents de sauver le Gouvernement, le FDF et le PSC-CDH avaient dit « oui » à Saint-Polycarpe, et « oui » par conséquent à la régionalisation intégrale de la loi communale sans garanties pour la Périphérie ou pour les Fourons, « oui » à l'octroi d'un échevin à la minorité flamande dans toutes les communes bruxelloises, « oui » à la surreprésentation flamande au Parlement régional bruxellois, sans compter un « oui » au refinancement insuffisant de la Communauté française... En échange, ils n'avaient reçu

qu'une vague et lointaine promesse qui n'engageait en rien la Flandre, une promesse qui fait encore rire M. Verhofstadt.

Ayant accepté un dédommagement en monnaie de singe, tous les partis francophones ont donc sciemment grugé les habitants de la Périphérie et des Fourons. Sauf l'hypothèse injurieuse d'une incurable naïveté, ils savaient que la Flandre ne reconnaît pas et ne reconnaîtra jamais l'existence d'une minorité francophone chez elle.

Le rapport de Madame Nabholz, députée suisse au Conseil de l'Europe, a été voté à Strasbourg en septembre 2002. Il constate l'existence d'une minorité francophone en Flandre, demande qu'elle soit respectée, et suggère l'annulation des circulaires liberticides dites Peeters (et autres).

Le double langage du MR

Il était clair que les Francophones ne pouvaient pas attendre grand chose de ce texte. Il n'empêche : la majorité Arc-en-ciel, le MR en tête, s'est ici surpassée dans le double langage. On a vu un M. Maingain euphorique, vantant l'immense victoire francophone, pourtant purement imaginaire. Vingt-quatre heures après, il fallut entendre un M. Verhofstadt, arrogant et méprisant à l'égard de l 'Europe et de la Suisse, déclarer que le rapport Nabholz serait « inutilisable ». Renouant avec l'ancienne brutalité de M. Dehaene, M. Verhofstadt se comportait en porte-parole de la seule Flandre démontrant ainsi et une fois de plus qu'il n'y a plus de Premier ministre belge.

C'est alors que se produisit, avec une rapidité surprenante, l'indigne retraite francophone. Louis Michel se mettait en devoir de désavouer MM. Ducarme et Maingain, en donnant en quelque sorte raison à Verhofstadt : « il n'y a pas de majorité en Flandre pour appliquer la résolution du Conseil de l'Europe, ni pour ratifier la Convention-cadre. Il nous reste à en prendre acte. » La mine penaude et l'air contrit de Louis Michel (qui meurt d'envie d'être un jour Premier ministre) étaient terriblement éloquents. Du coup, on croyait réentendre Pétain en juin 1940 : « ...C'est le coeur serré que je vous dis : il faut cesser la lutte... » C'était le coup de pied de l'âne envoyé à son « ami » Maingain, c'était le coup de poignard dans le dos des 120.000 francophones de la périphérie et des Fourons. L. Michel n'était décidément qu'un résistant en carton-pâte, obsédé par le pouvoir, au service de l'Etat belgo-flamand.

Quant au PS, qui aime tant parader à Fourons, il s'apprêtait par son silence à sacrifier, une nouvelle fois, les malheureux habitants de cette commune.

Le Conseil d'Etat complice de la Flandre ?

Pendant ce temps, le Conseil d'Etat demeure saisi - et cela depuis près de cinq ans - d'un recours visant à l'annulation des circulaires Peeters. Cependant il tarde, inexplicablement, à rendre son avis... Le Conseil d'Etat se livre-t-il à un déni de justice ? Est-il indépendant du pouvoir, ses membres remboursent-ils leur nomination due aux partis de pouvoir, est-il sensible à certaines menaces ? Ces questions sont d'autant plus pertinentes que deux auditeurs, déjà, ont annoncé l'illégalité des circulaires. Paradoxe : en refusant de se prononcer, le Conseil d'Etat ne contribue-t-il pas en fin de compte à l'abaissement, voire à la négation de l'Etat de Droit ?

Le suicide du FDF

Au double langage du MR s'ajoute un cynisme extraordinaire, tandis que M. Maingain se déguise en matamore francophonissime, son chef L. Michel calme le jeu et renouvelle son allégeance à la Flandre : « Nous ne ferons rien de désagréable à votre égard ! »
Aujourd'hui M. Maingain se livre à son exercice d'assouplissement favori : il se tait. Il tente désespérément d'exister, grâce à des artifices besogneux, tels que l'organisation d'une pétition bidon qui ne sera qu'une mise en scène en forme de trompe-la-faim. Chloroformer les francophones, gagner du temps pour durer et durer pour gagner du temps, aider L. Michel à rester au pouvoir : telle est la tâche subalterne assignée à M. Maingain.

Absorbé par les libéraux, noyé dans le MR, le FDF s'est tragiquement compromis dans le régime belge. Personne ne s'en réjouira, sauf M. Maingain, à qui la récompense pourrait venir dans six mois. Après les élections, il sera sous-ministre de quelque chose si M. Ducarme le veut bien.

Le FDF a rendu l'âme. Les Lucien Outers, Léon Defosset, François Persoons doivent se retourner dans leurs tombes.
On ne le répétera jamais assez : le cadre belge ne règlera rien. Le salut viendra dans un autre cadre, hors de l'Etat belgo-flamand. Pour recouvrer sa liberté, Bruxelles doit entrer en résistance.

Rassembler tous les Wallons.

Par Marc Philippe, vice-Président du RWF.

La Wallonie va-t-elle mieux comme la jovialité contrite du maître de l'Elysette nous convie à le croire ? Certes, après des années de vaches maigres, l'économie wallonne semble mieux se porter, nous nous en réjouissons car nous souhaitons une région économiquement forte dont les habitants jouissent du bien-être. Toutefois, ne s'agirait-il pas que d'une simple embellie conjoncturelle ? Un simple coup d'œil permet de constater que la Wallonie est très loin des changements structurels qui lui permettraient d'assurer définitivement et surtout durablement sa relance économique. La Wallonie reste coincée dans cet espace bénéluxien où elle ne peut pourtant espérer au mieux que jouer la cinquième roue de la charrette. A l'instar des récentes minauderies pro-néerlandaises du bourgmestre de Liège, M. Willy De Meyer, nos édiles politiques continuent contre vent et marée, à vouloir privilégier des « relations » économiques avec la Flandre et les Pays-Bas alors que bon nombre d'experts économiques ou plus prosaïquement la simple réalité des chiffres nous invite à promouvoir nos relations avec la France et l'Allemagne.

Que dire de l'infrastructure wallonne ? Imagine-t-on que l'inauguration en grande pompe d'un ascenseur et la mise à trois bandes de quelques portions d'autoroutes peuvent faire oublier les innombrables nids de poule qui jalonnent nos routes, extirper les boues de canaux dont l'entretien a été négligé depuis des décennies ou améliorer les relations d'une dorsale ferroviaire wallonne vétuste dont la modernisation n'est pas pour demain. Nos grands stratèges wallons croient-ils vraiment qu'ils vont attirer de la sorte les investissements ? Enfin, ce qui est infiniment plus grave, va-t-on enfin prendre la mesure d'un taux d'emploi qui reste trop bas et qui maintient depuis plus de 20 ans pas moins de 15% de la population en dehors du marché de l'emploi et des liens sociaux qui en découlent ? Le gouvernement wallon ne serait-il que le zélateur d'une méthode Coué ?

Mais il y a pire : l'état de démoralisation dans lequel se trouvent les Wallons. Bien entendu j'entends déjà ricaner et juger que le propos est exagéré. En est-on si sûr lorsque l'on constate l'apathie avec laquelle réagissent les Wallons face aux coups de force permanents que les Flamands leur font subir comme ce dépeçage en règle et à leur détriment de l'administration fédérale ? D'ailleurs, il ne s'agit plus pour les Flamands d'occuper, comme par le passé, tous les postes de décision qui favorisent, au sein de l'Etat belge, les seuls intérêts flamands, ce stade est bel et bien dépassé, mais bien d'agir pour le plus grand profit de la nouvelle SA Vlaanderen véritable objectif des ultra-libéraux du VLD. Comment ne pas dénoncer la complicité de la classe politique francophone qui laisse non seulement se dérouler ostensiblement le scénario sans réagir mais y participe également dans sa plus pure logique clientéliste au détriment de l'intérêt général, quand elle n'y prend pas carrément une responsabilité directe comme dans cette quasi faillite de la RTBF ?

L'attitude de renoncement des partis officiels wallons est telle que je ne peux m'empêcher de la comparer à l'esprit de Munich de la classe dirigeante belge à la veille de la seconde guerre mondiale qui dénonça l'accord militaire franco-belge pour mieux se lancer dans un neutralisme qui équivalait à se jeter dans les bras de l'Allemagne nazie. N'en est-il pas de même ? La responsabilité de la classe politique wallonne est écrasante. L'identité française de la Wallonie est en net recul, son identité wallonne n'est nulle part. Les étudiants ne maîtrisent plus le français, qu'à cela ne tienne, on propose l'immersion totale en néerlandais au mépris total de ce qui fait la spécificité culturelle des individus et leur permet de s'identifier entre eux au sein d'une société. En voulant faire croire que cet apprentissage du néerlandais apportera la solution aux problèmes de l'emploi pour les jeunes wallons, nos têtes pensantes s'illusionnent. Croient-ils sincèrement que les Flamands préféreront les copies aux originaux ? Par ailleurs, ne voit-on pas que l'on s'impose en Wallonie une solution qui mène à la reconnaissance de facto de la primauté de la langue néerlandaise sur le français, faisant le chemin exactement inverse d'un peuple flamand qui refusa sa francisation ? Soyons clairs, nous nous dirigeons tout droit vers l'absorption pure et simple de la SPRL Wallonie par le grand holding hollando-flamand. Celui-ci voit d'un très bon œil s'ouvrir toutes grandes les portes de cette aimable cité jardin qu'est à leurs yeux la Wallonie, solution aisée aux inextricables problèmes d'espace que connaissent conjointement Néerlandais et Flamands.

Plus que jamais, nous autres réunionistes, sentons à quel point notre tâche est immense face à cette débâcle annoncée. Nous devons, dans le plein sens gaullien du terme, rassembler tous les Wallons de bonne volonté. Nous devons faire de notre formation une force politique incontournable, prête à prendre ses responsabilités, toutes nos responsabilités dans la refondation politique, économique, sociale, culturelle et morale de notre région.

A bon entendeur salut !

Par Joël Goffin, de la section du Brabant Wallon.

Au Congrès du VEV (patronat flamand), le 16 octobre dernier, Jef Roos s'est exprimé au nom des 22.000 entreprises de Flandre (une région que Verhofstadt a décrite comme la plus prospère au monde....). Après avoir rappelé que 80 % de Flamands sont d'avis que le « travail rend heureux », le successeur de Karel Vinck a brossé un tableau accablant de la Belgique fédérale : « une structure d'Etat désespérément compliquée qui prouve son inefficacité constante » et « des niveaux de pouvoir qui n'arrêtent pas de se mettre des bâtons dans les roues ». Roos en rend responsable le manque de clarté de l'Etat belge qui provoque des frictions permanentes, source de gaspillage d'énergie et de frein aux changements indispensables : « Est-ce logique qu'une initiative flamande visant à baisser l'impôt des sociétés soit bloquée ? Que la Flandre soit bloquée quand elle désire augmenter les voies de chemin de fer parce qu'elle veut et peut se les payer ? Est-ce normal que le nouveau système de soins de santé qu'elle envisage doive d'abord recevoir la bénédiction d'une autre région (ndlr : wallonne). Le patron des patrons flamands a conclu en disant que la formation du prochain gouvernement sera propice à la négociation d'une profonde réforme de l'Etat : « La Belgique actuelle, avec sa solidarité opaque, par le truchement d'une fiscalité et d'une sécurité sociale uniformes, n'entrave pas seulement le développement socio-économique de la Flandre mais aussi celui de la Wallonie. ». « Dans un Etat confédéral, les entités (« deelstaten ») disposent de toutes les compétences, hormis celles qu'un traité conclu entre celles-ci attribue à la confédération belge. »

Cette déclaration qui place le VEV sur la même longueur d'onde que le Blok, la N-VA , le CD&V et une partie du VLD (les jeunes VLD sont confédéralistes !) n'a fait l'objet que d'un entrefilet dans la presse francophone. *La Libre* se fait quand même plus subtile que *Le Soir* en laissant échapper : « Pour ceux qui n'auraient pas encore compris... »

Partant de ce constat, pourquoi *La Libre* continue-t-elle à faire croire à ses lecteurs que la Belgique est éternelle ? Pas étonnant que la presse francophone, qui ne cesse de masquer la réalité, soit en pleine déroute et que les quotidiens flamands, fers de lance nationalistes et de facto en phase avec leur lectorat, se portent mieux. Ainsi la vente du *Belang van Limburg* du flamingant Yves Donckier, que la RTBF invite à tour de bras, a augmenté de 4 % !

L'apprentissage de la langue maternelle : un facteur de progrès social.

Par Paul-Henry Gendebien.

La grande romancière italienne contemporaine Anna Maria Ortese naquit au début de la Première Guerre mondiale « dans un grand vide de culture et de sécurité. » Elle avoue avoir été confrontée, sa vie durant, à l'épineux problème de l'expression. Elle précise que de plus en plus d'adolescents sont dans la même situation, soit que la société leur impose des modèles culturels : préfabriqués ou importés, soit qu'il n'y ait pas de modèle du tout. Dans les deux cas, ils sont incapables d'expression créatrice.

Et à juste titre elle souligne que « la création, c'est une forme de maternité : cela éduque, rend heureux et adulte dans le bon sens; ne pas créer, c'est mourir et d'abord, vieillir irrémédiablement ». Elle pense que par défaut de création, chez trop de jeunes viennent l'anxiété, le vide, l'insatisfaction, la colère... et d'en conclure qu'il convient de mettre à la toute première place le problème de l'expression dans l'éducation et la formation.

Cette vision rejoint la nôtre : nos écoles ne font-elles pas fausse route en ne dispensant pas un enseignement suffisamment rigoureux et approfondi de la langue maternelle ? Par là je vise tout autant un apprentissage de l'art de s'exprimer (parler, écrire, se faire entendre d'autrui) que de celui de comprendre (lire, entendre autrui).

Il y a une dimension sociale dans la question du langage. Qu'elle soit culturelle, sociale ou professionnelle, toute promotion véritable d'un individu et naturellement d'un jeune passe par la maîtrise de la langue. Se faire comprendre d'un professeur ou d'un examinateur, d'un patron qui veut engager, d'un client; être capable de rédiger correctement un curriculum vitae ou d'interpréter un questionnaire; pouvoir lire les clauses et donc les traquenards d'un contrat de travail, d'un bail, d'un mode d'emploi d'une convention de prêt d'argent : voilà mille occasions, dans la vie courante, d'appeler sa langue à la rescousse.

Enseignement rénové ou pas, l'apprentissage de celle-ci, de ses règles et des services qu'elle procure, devrait constituer une priorité absolue et un préalable à d'autres apprentissages. Priorité dans l'éducation par les parents et dans l'instruction-formation par l'école. **Il me semble que le redressement de la Wallonie – et sa nécessaire ouverture au monde – passent parmi d'autres conditions par le relèvement du niveau général d'expression.** Ce dont il s'agit ici, c'est rien moins qu'un moyen pour les individus d'exister dans la société, d'accéder à une capacité de penser et enfin d'acquérir ou d'augmenter une certaine liberté au sein d'un groupe ou dans un milieu de travail.

« La Langue et la Liberté » : c'est le titre significatif que donna Jacqueline de Romilly à la belle communication qu'elle fit devant ses pairs à l'Académie française, en la séance solennelle du 26 mai 1994. Elle expliqua combien une bonne connaissance de la langue procure un supplément de liberté : « …une liberté qui s'acquiert peu à peu, au fur et à mesure que progresse pour chacun le bon usage de sa propre langue. » Car « le bon usage la fait naître. »
Et puis, cette considération sociale : l'inégalité majeure, précisa-t-elle, est d'abord celle de la différence dans les facultés de compréhension et d'expression. « …Ne pas veiller à cette inégalité-là, c'est enfermer les enfants dans un milieu défavorisé, au lieu de les en affranchir. La maîtrise du français abat les cloisons. »
Et d'ajouter enfin une observation très pertinente **sur la démocratie** : celle-ci ne peut que trouver son compte dans l'exigence d'une langue de qualité pour le plus grand nombre : un peuple sensible aux nuances, aux richesses, aux précisions du discours sera moins aisément victime de la parole enjôleuse ou des mensonges de la propagande…

Nous voici donc bien éloignés de toute coquetterie passéiste ou élitiste, de tout chauvinisme ordinaire, de tout nationalisme. Notre langue française est un instrument international de culture et de communication. Elle donne aux Wallons, comme individus et comme

peuple, plus de chances d'accéder à la modernité mais aussi de rester libres au sein d'un groupe de nations qui pourront mieux se faire respecter et maîtriser leur destin.

En conclusion, il revient à la Communauté française de dispenser un enseignement beaucoup plus poussé de notre langue maternelle. Objectif à la fois culturel et social. Il s'agit d'assurer la promotion sociale par la lutte contre l'exclusion culturelle et l'échec scolaire. Ce n'est en rien une lubie élitiste comme le pensent sottement certains esprits imprégnés de réflexes libertaires issus de mai 1968. Mieux maîtriser la langue, c'est aussi mieux se préparer à notre inéluctable intégration dans la République. La Communauté française, gestionnaire de la nécessité et comptable de l'immédiat, ne semble pas y penser. Elle n'a pas de politique de la langue, ni de politique de l'enseignement de la langue maternelle (on peut y voir l'une des raisons du taux catastrophique d'échecs en fin de première année d'études universitaires.). Il est urgent qu'elle se ressaisisse. Si elle continue à déserter ce chantier, elle ne pourra plus s'opposer à un transfert de la compétence « enseignement » en direction de la Région Wallonne et de la Cocof. Dans ce cas, il ne s'agirait plus de vouloir « dégraisser » arbitrairement la Communauté, mais de mieux préparer les Wallons et les Bruxellois à un avenir français. Celui-ci ne nous sera pas donné. Nous devons le vouloir collectivement et de manière consciente et organisée.

❦ ❦ ❦

A méditer...

➢ **Roger Lallemand** (*Le Soir*, 15.7.2002) :
« L'Etat belge a de fortes tendances centrifuges. C'est un bel échec. L'Histoire tranchera. (...) La fracture est profonde et sans doute irréversible. »

➢ **Amélie Nothomb** (*Le Monde*, 9.10.2002) :
« La Belgique est un pays arriéré. »
C'est tonton Charles-Ferdinand qui doit être content !

Colloque secret en bord de Meuse.

Récit de Pierre-René Mélon

Comment se débarrasser des écolos ? était le thème implicite de la discussion qui réunissait ce soir-là quelques huiles des partis traditionnels dans l'arrière-salle cossue d'un restaurant de Jambes. Michel était arrivé le premier, un peu culpabilisé d'avoir dû demander son chemin à quelqu'un qui aurait pu le reconnaître. On lui indiqua la salle de réunion et il commanda aussitôt un whisky. Louis et Didier suivirent bientôt, annoncés par des éclats de rire.

— Tu es seul ? demanda Louis à Michel.
— Mais non, coupa Didier, tu vois bien qu'il est en compagnie de Johnny Walker
— Voilà comment les libéraux écrivent l'histoire, protesta Michel avec un pâle sourire.
— Attention, clama une voix nasillarde, on ne dit plus « libéraux » mais « réformateurs»
— Ah ! Elio, te voilà enfin, soupira Michel.
— Et pourquoi pas « réformés » ou « protestants » tant que tu y es ? grommela Louis en roulant de gros yeux.
Chacun s'assit à sa place, par paire politique : Elio avec Michel, Louis avec Didier…
— On attend Joëlle et Richard ou on passe directement la commande ? questionna Michel en vidant son verre.
Une voix féminine entra joyeusement : « Alors, les comploteurs, qui veut tuer qui ? » C'était Joëlle qui arrivait en retard.
— Excusez-moi, dit-elle en déposant son sac à main sur la table, j'ai dû donner un biberon supplémentaire à ma fille.
— Tu es tout excusée, répondit Elio en lui faisant un bisou. Et Richard ?
— Il est bloqué à Dinant à cause des inondations, répondit Joëlle en fouillant son sac. On peut commencer sans lui. Elle sortit un bâton de rouge à lèvres, s'enduisit la bouche et acheva sa toilette d'un coup de peigne décidé.
— La presse est convoquée ? s'étonna Didier devant cette manifestation d'élégance.
— Mais non, Didier, c'est pour vous que je me fais belle, susurra Joëlle avec une mimique exagérément minaudière.
— Alors, ces écolos, qu'est-ce qu'on en fait ? coupa Elio, impatient.
Mais enfin, Elio, qu'est-ce qui te prend ? dit Joëlle en fermant son sac. Explique-moi, tu es en train d'organiser un « pôle de gauche » avec les écolos, tu déclares dans les journaux que tu iras avec eux au gouvernement et maintenant tu es ici, avec nous, pour organiser la future coalition sans les écolos... A quel jeu joues-tu ?

— Qu'est-ce que vous buvez ? interrompit Michel. Voici le garçon pour les commandes.
— Un martini onze rocks, dit Elio.
— Tu parles le néerlamdais maintenant ? ricana Louis. Pour moi, ce sera une trappiste de Rochefort.
— Un whisky, précisa Michel, arrimé au dos de sa chaise. Et toi, Joëlle ?
— Un perrier citron.
— Un capuccino, conclut Didier.
— Ecoutez, dit Elio, l'air grave. En captant les verts dans un pôle de gauche, je les entraîne dans notre zone d'influence, donc je les circonscris, qu'ils le veuillent ou non. Pour attiser les tensions en leur sein, j'ai même intérêt à ce qu'ils abattent résolument leurs cartes rouges. Voyez le destin empêché de ce brave Jacques Bauduin...
— Bien joué, Elio, murmura Michel.
— De plus, poursuivit Elio, je dois donner des gages à ma gauche en annonçant par avance ma volonté de m'allier aux écolos. Mais tout le monde sait qu'ils vont perdre les élections. Donc j'espère recueillir une bonne partie des déçus. D'ailleurs, la moitié des voix écologiques vient de chez nous...
—... Et l'autre moitié de chez nous, surenchérit Joëlle.
— Par conséquent, continua Elio, le PS sera malheureusement contraint de renoncer provisoirement à une participation des écologistes au prochain gouvernement en raison de leur médiocres résultats électoraux..
— La fameuse « volonté populaire », ajouta Louis, goguenard.
— Et si Agalev gagne du terrain en Flandre ? fit remarquer Didier.
— J'en doute. De plus, ils seront prisonniers de leur alliance avec Ecolo et obligés de rester dans l'opposition, répondit Elio.
— Mouais, grogna Louis. C'est presque trop beau pour être vrai. Il ne faut jamais négliger l'esprit de corps des Flamands, c'est chaque fois comme ça qu'ils nous entubent. Je reconnais qu'avant, nous n'étions pas en position de refuser leurs exigences, mais maintenant nous sommes — merci Joëlle, tu vois, on ne t'a pas oubliée — délivrés du noeud coulant du refinancement de la Communauté française. Nous avons les coudées plus franches, il faut en profiter pour resserrer les boulons du pays. En tout cas, moi, ajouta-t-il d'un air faussement modeste, je suis d'accord pour me sacrifier: dans l'intérêt du pays, j'accepterais, avec votre accord et celui de nos partenaires flamands, bien sûr, la charge de Premier Ministre. J'ai déjà quelques signes positifs dans ce sens, conclut-il d'un air mystérieux.
— Le roi ? dit Joëlle en bondissant sur sa chaise.
— Je dois rester discret, souffla Louis d'un air entendu.

— Et qu'est-ce qu'on fait des revendications flamandes ? soupira Didier en plongeant un sucre dans son café.
— On ne pourra pas les ignorer, ajouta Joëlle, l'air inquiet.
— Qu'ils aillent se faire foutre ! éclata Michel qui jouait depuis un moment à faire tourner les glaçons dans son verre.
—Tu ne dis rien, Elio ? demanda Louis d'un air paternel.
— On leur lâchera quelques bribes forcément, c'est de bonne guerre. La question pour eux est de savoir jusqu'où ne pas aller trop loin pour ne pas étrangler la poule aux oeufs d'or... Nous sommes encore leur premier marché intérieur, ça compte. De toute manière, il n'y a pas mille solutions pour la Wallonie : il faut durer, durer, durer...
— A force de tirer sur le fil, il va finir par casser, coupa Michel, sententieux. Alors, on dure pour se redresser, ou on dure pour durer ? On dure pour sauver la Belgique ou pour mériter d'être colonisé ? Une entreprise, ça dure pour gagner du pognon. Tandis que nous, je veux dire les Wallons, qu'est-ce qu'on gagne ? On dure pour quoi, au fait ?
Les autres ne disaient rien, interdits. «Il a encore bu», souffla Didier dans l'oreille de Louis.
Michel poursuivit : «Tant qu'on y est: vous y croyez, vous, aux statistiques miraculeuses de Van Cau sur le renouveau économique wallon ? »
— Tu n'as pas remarqué notre euphorie ? ricana Didier qui ajouta: « Michel, pas besoin d'être réviseur d'entreprise pour connaître le montant de la dette publique de la Wallonie, n'est-ce pas ?... Faramineuse, is n't it ? »
— On peut même dire pharaonique, précisa Michel dégrisé.
— Bon. Revenons à nos moutons, coupa Elio. Comprenez que je suis le plus mal loti d'entre nous : les écolos nous emmerdent mais il faut faire avec...
— ... et les guider gentiment vers la sortie, ajouta Joëlle en souriant.
— De toute façon, ils emmerdent tout le monde, souligna Didier en faisant la moue.
— J'ai aussi une dissidence dans le Hainaut et à Liège, poursuivit Elio.
— Ah oui, ce « Mouvement socialiste wallon » ? ricana Louis.
— Je n'ai pas envie de rire, répondit Élio. Il y a aussi des tendances centrifuges causées par ces rattachistes, déclarés ou non, que nous abritons au PS, condamna-t-il, agacé. Il y en a aussi chez vous, ajouta-t-il à l'adresse de Louis qui trempait son nez dans la mousse. J'essaye de les contenir par des participations discrètes à des événements sans importance. Robert aime bien ce genre de colloques confidentiels.
— Tant qu'ils commémorent, défilent et publient leurs revues à trois sous, ça ne m'inquiète pas, grogna Louis. Ce que je ne veux pas, c'est une percée du RWF aux prochaines élections.
— T'en fais pas, Louis, ils ne sont encore nulle part, dit Elio. La RTBF ne les montre jamais et les journaux subsidiés n'en parlent que pour s'en moquer.

Combien de divisions ? Mille membres à tout casser. Mais ça augmente sans arrêt. Je le sais, j'ai mes espions.
— Oui, bon. D'accord, répondit Louis, dont le nez se gonflait de colère. Nous aussi, on a nos tricolores. Heureusement, ils découvrent la lumière après le versement de leur première pension. Le plus embêtant, c'est ce RWF. Ils sont peu nombreux par rapport à nous, forcément, mais ils sont remuants, n'ont rien à perdre et veulent en découdre. Le casse-gueule parfait. Et avec Gendebien, il paraît que ça ne rigole plus : on marche droit. Il connaît la musique, lui. Apparemment, il a compris les leçons du Rassemblement Wallon. En plus (ça ne trompe pas), l'idée du rattachement commence à circuler spontanément dans les conversations; le coiffeur de mon fils lui en a parlé avant-hier. Vous voyez le tableau si ces zigotos ramassent 3 ou 4 % aux législatives ? Qu'est-ce que ça risque de donner en 2004 : 5 % ? 6 % ? Un, deux, trois élus ? On aurait l'air de quoi ? Si ça arrive, c'est le trou dans la coque, le Titanic : la Belgique coule, moi je vous le dis ! Et nous avec !
— Le principal, c'est de ne pas perdre la face et d'éviter des déclarations qui pourraient se retourner contre nous, déclara Didier, d'un ton solennel.
— Comment ça ? demanda Joëlle. Tu y crois, toi, au rattachement de la Wallonie à la France ?
— En politique, on ne peut jamais rien exclure, dit Louis en lorgnant vers Elio.
— Franchement, messieurs, soyez réalistes, dit Joëlle, vous nous voyez à l'Assemblée nationale ?
Il y eut un silence gêné. Elio trempa sa bouche dans le martini. Louis regarda en l'air. Didier écrémait son capuccino, rêveur. Michel n'avait pas entendu.
— De toute façon, nous n'en sommes pas là. Notre problème, c'est les écolos, reprit Joëlle.
— Ca, c'est réglé, dit Michel en soulignant son opinion du tranchant de la main.
— Nous risquons d'aller vers une coalition asymétrique, fit remarquer Elio. Au nord : VLD + CD&V + NVA, au sud : PS + MR + CDH.
— Pourquoi « risquons » dit Louis, apaisant. Le fédéralisme mûrit, évolue... Et puis, cette coalition asymétrique correspond à la sociologie des régions.
— Et Bruxelles ? hasarda Joëlle.
— Où est le problème ? riposta Louis.

Un ange passa. La cause des écologistes paraissait entendue. Après avoir commandé des plats froids, les convives se penchèrent avec une avidité maîtrisée sur des listes raturées de députables et de ministrables.
Des élections législatives, libres et démocratiques, doivent avoir lieu dans quelques mois.

Pierre-René Mélon est enseignant, écrivain et vice-président de la section du RWF-RBF de l'arrondissement de Liège. Pour ceux qui n'auraient pas reconnu tous les personnages évoqués dans ce récit, il s'agit de Louis Michel, Didier Reynders, Joëlle Milquet et Richard Fourneaux, Elio Di Rupo et Michel Daerden.

A propos de la Communauté germanophone.

Lorsque se concrétisera la réunion de la Wallonie à la France, le RWF propose que la population des neuf communes germanophones de l'arrondissement de Verviers (qui font partie de la Wallonie sur le plan territorial, économique et social) soit consultée préalablement à cette union. Un référendum démocratique sera organisé pour permettre à cette population de choisir librement son avenir. Le droit à l'autodétermination doit lui être reconnu.

Parmi les solutions proposées, il est possible d'imaginer un statut de protection inspiré de celui de l'Alsace-Moselle (Concordat, accès à la justice et à l'administration dans sa langue, reconnaissance de droit local, etc). En tout état de cause, la Wallonie respectera le choix de la population germanophone.

Dans l'immédiat et dans le cadre belge encore existant, le RWF rappelle sa volonté de voir définitivement reconnu et consolidé le statut de large autonomie politique et culturelle (étendue à certaines compétences régionales) qui est celui de la Communauté de langue allemande. Le RWF estime toutefois qu'il est inopportun de créer une quatrième région économique et sociale (de langue allemande) détachée de la Région Wallonne ou de créer une onzième province. Le RWF propose que soit créé un nouvel arrondissement électoral pour les élections du Parlement wallon : il s'agirait d'un arrondissement électoral d'EUPEN, distinct de celui de Verviers. Le nombre total de députés régionaux wallons serait porté de 75 à 76 unités.

Actuellement, l'arrondissement de Verviers élit 6 députés régionaux. Notre proposition consiste à faire élire 2 députés régionaux dans l'arrondissement électoral d'Eupen, et 5 dans celui de Verviers.

Cette nouvelle architecture électorale aurait le mérite de consacrer plus clairement l'identité politique des deux populations de l'arrondissement de Verviers. Ainsi seraient évitées les surprises de l'apparentement et les frustrations réciproques, tant chez les francophones que chez les germanophones. La population germanophone aurait une représentation garantie, mieux intégrée à la Wallonie et à la vie politique et parlementaire de la région wallonne.

❦ ❦ ❦

Le RWF-RBF, un parti qui vit et qui travaille !

Parmi les nombreuses nouvelles adhésions au RWF-RBF, signalons **notamment** celles de : **Armand DELCAMPE**, fondateur du théâtre Jean Vilar à Louvain-la-Neuve et conseiller communal indépendant à Genappe (Brabant Wallon); **Mireille BUYDENS**, juriste et professeur à l'Université de Louvain (Bruxelles); **Guy CHARLIER**, ancien député wallon et actuellement bourgmestre d'Etalle (Luxembourg); **Paul-Henri DENEUFBOURG**, agriculteur et conseiller communal à Estinnes (Hainaut).

Les Comités d'arrondissement se consacrent principalement à la préparation des **élections**. L'établissement des listes est en cours pour la Chambre et le Sénat. Les candidatures éventuelles doivent être adressées d'urgence aux présidents d'arrondissements ou au Secrétariat général. La campagne électorale est à l'ordre du jour de chaque réunion du Bureau Exécutif (voir sa composition en page 20). Il en sera de même du prochain Comité Directeur qui aura lieu en décembre.

Ceux de nos lecteurs qui désirent obtenir le texte du **Manifeste** politique du RWF-RBF ou celui de nos **statuts** peuvent les demander par écrit au Secrétariat Général.

Nos militants multiplient actuellement les distributions de nos « tracts-argumentaires » dans les gares, les entreprises, sur les marchés. Appel est ici lancé aux **volontaires** en vue de renforcer nos équipes locales. Contacts fructueux garantis ! L'accueil du public est en général très positif. Ce fut par exemple le cas à Liège, le 14 juillet dernier, lorsque vingt-cinq militants distribuèrent 7000 argumentaires en moins de trois heures. Il s'en suivit un nombre important de demandes de renseignement ou d'affiliations

VOUS PARTAGEZ NOS IDEES, ALORS N'HESITEZ PLUS !

Affiliez-vous et/ou versez une contribution généreuse à notre campagne électorale. N'oubliez pas de mentionner clairement le motif du versement sur le **compte du RWF-RBF n° 000 – 0700633 – 02**.

- Etudiant – chômeur – retraité : 9 euros
- Membre ordinaire : 18 euros
- Membre d'honneur : 25 euros et plus !